

ASSOCIATION JEAN COTXET
Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : 7, boulevard de Magenta
75010 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

ASSOCIATION JEAN COTXET

Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : 7, boulevard de Magenta
75010 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **JEAN COTXET** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 823-9 et R 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay-sous-Bois, le 22 Juin 2023

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Thibault DAVID
Associé

Signé numériquement par
CONNECTIVE NV - Connective
eSignatures pour le compte de
Thibault DAVID (+33622095643)
Date : 22/06/2023 14:27:06
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS
: 541005



COMPTES ANNUELS



BILAN ACTIF AU 31/12/2022

ACTIF	Exercice 31/12/2022 (selon ANC 2018-06 et 2019-04)			Exercice 31/12/2021 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	240 549	173 123	67 426	90 514
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	686 889	364 127	322 762	347 735
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 194 577	-	2 194 577	2 194 577
Constructions	25 701 858	14 504 511	11 197 348	11 378 555
Installations techniques, matériel et outillage Industriels	1 532 466	1 181 842	350 623	354 368
Autres immobilisations corporelles	22 671 155	12 497 413	10 173 742	10 939 499
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	472 989	-	472 989	255 454
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	42 138	-	42 138	42 138
Autres titres immobilisés	3 446 248	-	3 446 248	1 487 792
Prêts	1 753 998	-	1 753 998	2 164 730
Autres	640 090	-	640 090	620 482
Total I	59 382 958	28 721 016	30 661 941	29 875 846
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	78 630	-	78 630	1 079
Avances et acomptes	-	-	-	-
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 770 843	686 218	4 084 625	6 718 588
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	1 254 301	-	1 254 301	1 153 733
Valeurs mobilières de placement	3 000 000	-	3 000 000	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	8 544 709	-	8 544 709	11 824 787
Charges constatées d'avance	626 702	-	626 702	468 561
Total II	18 275 186	686 218	17 588 968	20 166 749
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	77 658 144	29 407 235	48 250 909	50 042 594

BILAN PASSIF AU 31/12/2022

PASSIF	Exercice 31/12/2022	Exercice 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres		
Fonds propres statutaires	371 018	371 018
Fonds propres complémentaires	484 553	484 553
Ecart de réévaluation	-	0
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projet de l'entité	8 536 990	8 212 696
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	8 305 436	8 091 601
Autres	7 903 648	-
Report à nouveau	- 4 956 502	- 5 419 649
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 1 994 106	- 2 879 413
Excédent ou déficit de l'exercice	- 2 477 851	787 113
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 3 066 983	354 361
Situation nette (sous total)	9 861 856	4 435 730
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	1 777 094	1 670 642
Provisions réglementées	9 371 395	17 204 603
Total I	21 010 344	23 310 975
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	3 437 284	3 085 125
Total II	3 437 284	3 085 125
PROVISIONS		
Provisions pour risques	227 255	818 038
Provisions pour charges	3 431 949	3 657 290
Total III	3 659 204	4 475 328
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 885 701	7 469 964
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	988 666	1 379 530
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	10 632 089	8 721 192
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	57 924	57 924
Autres dettes	1 571 564	1 522 390
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	8 133	20 166
Total IV	20 144 077	19 171 166
Ecart de conversion Passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	48 250 909	50 042 594

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022		
	Exercice 31/12/2022	Exercice 31/12/2021
COMPTE DE RESULTAT		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 930	1 317
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	-	-
dont ventes de dons en nature	-	-
dont ventes de biens des activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de service	199 456	186 666
dont parrainages	-	-
dont ventes de prestations de services des activités sociales et médico-sociales	-	-
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	67 358 120	65 907 413
<i>dont concours publics et subventions d'exploitation des activités sociales et médico-sociales</i>	67 358 120	65 907 413
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	876	5 061
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	293 547	224 153
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 077 428	1 995 490
Utilisations des fonds dédiés	255 211	290 851
Autres produits	77 551	5 208
Total I	70 264 120	68 616 160
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock	-	-
Autres achats et charges externes	14 324 510	13 559 518
Aides financières	362	361
Impôts, taxes et versements assimilés	5 385 168	4 934 166
Salaires et traitements	34 616 652	31 863 072
Charges sociales	13 933 157	12 433 295
Dotations aux amortissements	2 176 598	2 182 674
Dotations aux provisions	777 657	1 518 938
Reports en fonds dédiés	409 876	333 148
Autres charges	994 456	812 955
Total II	72 618 436	67 638 128
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 2 354 316	978 032
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	10 749	7 087
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	1 845
Total III	10 749	8 932
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	168 345	184 453
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	168 345	184 453
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 157 596	175 521
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	- 2 511 912	802 511
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	11 478	198 785
Sur opérations en capital	180 747	1 102 596
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 279	11 279
Total V	203 505	1 312 661
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	14 993	203 348
Sur opérations en capital	4 631	484 576
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	147 240	638 267
Total VI	166 864	1 326 191
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	36 641	13 531
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 580	1 867
Total des produits (I + III + V)	70 478 374	69 937 752
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	72 956 225	69 150 639
EXCEDENT OU DEFICIT	- 2 477 851	787 113
<i>- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 3 066 983</i>	<i>354 361</i>

**ASSOCIATION FONDATION FONDS DE DOTATION
JEAN COTXET**

7 boulevard de Magenta 75010 PARIS

ANNEXE

Table des matières

1	Préambule	2
2	Présentation de L'entité et de ses activités	2
2.1	Présentation de l'entité	2
2.2	Faits significatifs	3
3	Règles et méthodes comptables	3
3.1	Principes comptables	3
3.2	Evènements postérieurs à la clôture	4
3.3	Principales méthodes utilisées	5
3.3.1	Agrégation des comptes annuels	5
3.3.2	Immobilisations incorporelles et corporelles.....	6
3.3.3	Stocks	7
3.3.4	Créances et dettes.....	7
3.3.5	Provisions pour risques et charges	7
3.3.6	Subventions d'investissement	7
3.3.7	Provisions réglementées	7
3.3.8	Fonds dédiés	8
3.3.9	Indemnités de fin de carrière	8
3.3.10	Compte épargne temps	8
4	Informations relatives au bilan	9
4.1	Actif.....	9
4.1.1	Tableau des immobilisations	9
4.1.2	Tableau des amortissements	Erreur ! Signet non défini.
4.1.3	Tableau des dépréciations	11
4.1.4	Etat des créances	11
4.1.5	Détail des produits à recevoir	12
4.1.6	Détail des charges constatées d'avance	12
4.2	Passif	13
4.2.1	Variation des fonds propres.....	13
4.2.2	Report à nouveau	14

4.2.3	Détermination du résultat effectif global	14
4.2.4	Résultat effectif des établissements ou catégories d'établissements	14
4.2.5	Tableau de suivi des fonds dédiés par projets	15
4.2.6	Tableau des provisions pour risques et charges	16
4.2.7	Etat des dettes	17
5	Informations relatives au compte de résultat	18
5.1	Présentation du compte de résultat	18
5.2	Présentation des produits d'exploitation	19
5.3	Détail des financements publics	20
5.4	Charges et produits exceptionnels	20
6	Autres informations	21
6.1	Contributions volontaires en nature	21
6.2	Transactions effectuées avec des contreparties	21
6.3	Engagements hors bilan	21
6.3.1	Engagements financiers	21
6.3.2	Dettes garanties par des suretés réelles	22
6.4	Effectif moyen	23
6.5	Honoraires du commissaire aux comptes	23
6.6	Information sur les rémunérations des dirigeants	23

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan 48 250 909 €
- Total du compte de résultat (produits) 70 478 374 €
- Résultat de l'exercice <2 477 851> €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 *Présentation de l'entité*

Créée en 1959 par Pierre BRISSE, Président du Tribunal pour Enfants de la Seine, l'Association d'Action Educative de la Seine, qui deviendra **l'Association JEAN COTXET** en 1964, a été reconnue d'utilité publique par décret du 7 décembre 1971.

La cohérence de son développement et la permanence de son activité ont fait et continuent d'assurer la reconnaissance de l'association en matière de Protection de l'Enfance. Cet esprit d'innovation a

marqué l'histoire de notre association, de toujours chercher des réponses pour les situations complexes aux frontières de l'éducatif et du soin.

L'Association Jean Cotxet s'est développée dans une progression mesurée, afin de toujours maintenir une cohérence identitaire et une unité d'action. S'il y a une diversité de dispositifs d'accueil ou d'accompagnement, c'est pour offrir des modes de réponses au plus près de la demande dans l'intérêt des usagers. Les établissements et services ont chacun leur spécificité, mais tous partagent les mêmes valeurs et visent les mêmes objectifs généraux, en lien avec leur mission commune.

Tous les établissements se trouvent sur un même territoire géographique, sur Paris et la région parisienne. Cette proximité permet une circulation facilitée et des temps de rencontre avec la Direction Générale dans sa fonction de support et de contrôle.

L'association gère à ce jour 32 établissements et services :

- 2 services d'accueil familial, et un service d'urgence petite enfance
- 2 services d'AEMO judiciaire,
- 1 service d'AEMO intensive
- 13 foyers éducatifs,
- 2 services de placement à domicile
- 1 service d'accueil et d'hébergement provisoire : SAHP,
- 1 lieu rencontre et 1 service de visites en présence d'un tiers,
- 1 service de réparation pénale et 1 service d'investigation éducative,
- 1 service d'AED,
- 3 services d'accueil de jour éducatif : SAJE
- 1 service d'activités psychopédagogiques et éducatives de jour : SAPPEJ
- 1 Siège Social.

2.2 Faits significatifs

NEANT

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;

- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;

3.2 Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

3.3 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.3.1 Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

FOYERS

- FOYER JEAN-COTXET RUE DE L'OURCQ A PARIS
- INTERNAT PHARE JENNER A PARIS
- FOYER AMANDIERS-BELLEVILLE
- FOYER MAISON D'ENFANTS DU SACRE-CŒUR
- FOYER DE NEAUPHLE-LE-CHÂTEAU
- FOYER DE BIEVRES
- FOYER DE PALAISEAU
- FOYER DE GARCHES
- LES ACCUEILS DE SEINE-SAINT-DENIS
- FOYER DE LA VARENNE-SAINT-HILAIRE / SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- FOYER DE VILLIERS-SUR-MARNE
- FOYER DE THIAIS
- MECS FRATRIES
- MAISONS ET APPARTEMENTS EDUCATIFS DU VAL D'OISE

URGENCE

- SERVICE D'HEBERGEMENT ET D'ACCUEIL PROVISoire DE LA CROIX- NIVERT A PARIS

ACCUEIL FAMILIAL

- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL DE PARIS
- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL DE SEINE SAINT DENIS
- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL URGENCE PETITE ENFANCE

MILIEU OUVERT

- SERVICE D'A.E.M.O. DE PARIS
- SERVICE D'A.E.D. DE PARIS
- SERVICE DU LIEU RENCONTRE DE PARIS
- SERVICE D'A.E.M.O. DE SAINT-DENIS
- SERVICE D'AEMO INTENSIVE

ACCUEIL DE JOUR

- SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR EDUCATIF DE PARIS
- SERVICE D'ACCUEIL PSYCHO-PEDAGOGIQUE EDUCATIF DE JOUR
- SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR EDUCATIF DE VILLENEUVE LA GARENNE

AUTRES SERVICES

- ADOPHE 93
- ADOPHE 94
- REPARATION PENALE A ST DENIS
- SERVICE D'INVESTIGATION EDUCATIVE
- SERVICE DE VISITES MEDIATISEES : LA PARENT'AISE

- SIEGE SOCIAL
- ACTIVITE EN PROPRE

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Le tableau de la note 4.2.4 détaille les résultats par établissement.

3.3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés dans le coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée ¹
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Logiciel	1 à 5 ans
Bâtiments	50 à 75 ans
Installations générales, agencements, aménagements	5 à 50 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

▪ Application de la méthode par composants

La méthode de comptabilisation par composant est appliquée depuis l'exercice 2007, en conséquence : les ensembles immobiliers possédés par l'entité ont été décomposés.

3.3.3 Stocks

Les stocks ont été valorisés sur la base du prix d'achat.

Comme sur l'exercice précédent, les en-cours de production de services dans les établissements financés à l'acte ont été comptabilisés.

Ces encours de production sont constitués de la masse de travail réalisé par le service sur chaque mesure depuis sa date de début jusqu'à la date de clôture des comptes.

Nous évaluons le nombre de mesures encours de production à la date de la clôture sur la base du recensement des mesures reçues et non encore terminées (rapport non émis à la clôture). Pour chaque mesure, nous quantifions son niveau de complétion à la date de la clôture en comparant le nombre de jours écoulés depuis sa date de début à sa durée prévisionnelle.

Nous valorisons ces mesures encours de production à leur prix de revient tel qu'il a été défini dans le cadre de la procédure budgétaire. Ils s'élèvent au 31/12/2022 à :

- Réparation pénale : 78 630 € (rappel au 31/12/21 : 1 078.41 €)

3.3.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Nous avons déprécié à 100% les créances antérieures de 2020 et à 50% les créances de 2021. Les créances antérieures à 2020 ont été comptabilisées en perte sur créances irrécouvrables.

3.3.5 Provisions pour risques et charges

- Provisions pour litiges 227 255 €
- Provisions pour départ en retraite 3 431 949 €

3.3.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont destinées à financer l'acquisition ou la création d'immobilisations, ou à financer des activités long terme. Les subventions sont délivrées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public

Le montant des subventions d'investissements, lorsqu'il est inscrit au compte 13, est repris au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien amortissable qu'il finance. Dans le cas d'un bien non amortissable et en absence de clause d'inaliénabilité, la reprise est étalée sur dix (10) ans

3.3.7 Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

3.3.8 Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte passif "Fonds dédiés" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte "Reports en fonds dédiés".

Le montant de ces fonds dédiés s'élève à 3 437 284 € au 31/12/2022.

3.3.9 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provision pour 3 431 949 €.

Ce montant est calculé selon la méthode du corridor à partir des hypothèses suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires 2%,
- Âge de départ à la retraite 62 ans pour l'ensemble du personnel,
- Taux de rotation moyen 16% jusqu'à 55 ans, 0% au-delà,
- Taux de charges sociales 53 %,
- Taux d'actualisation 3.80%,
- Table de mortalité TH-TF 002.

En 2020, le montant de la provision correspondait à la totalité de l'engagement relatif aux indemnités de fin de carrière déterminé suivant la méthode des unités de crédit projetées. A compter de 2021, l'association a choisi d'appliquer la méthode du Corridor et de changer ses hypothèses d'évaluation. La méthode du corridor qui est appliquée consiste à n'amortir le montant cumulé des écarts actuariels que sur une base correspondant à l'excédent de ces écarts cumulés par rapport à 10 % de la dette du régime. L'amortissement de cet excédent est effectué linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des bénéficiaires du régime.

L'application de cette méthode fait ressortir les informations suivantes :

- Provision brute 2022 : 3 431 949 €,
- Ecart actuariel global calculé : <121 007> €,
- Corridor (=10 % de la provision calculée) : 422 501 €,
- Écart actuariel amortissable en 2022 = 370 562 €,
- Quote-part écart actuariel amorti sur 2022 : 81 369 €,
- Écart actuariel non comptabilisé : 289 193 €.

3.3.10 Compte épargne temps

Depuis 2013, il est intégré au bilan, la dette relative aux jours épargnés par le personnel sur un compte épargne temps, dans les dettes sociales et fiscales pour un montant total de 1 261 737 €.

Le montant déjà versé au 31 décembre 2022, au titre du compte épargne temps, auprès de l'organisme gestionnaire Malakoff Médéric soit 1 032 514 €, a été converti en valeurs mobilières de placement souscrites au nom de l'association, auprès du Crédit Coopératif. Nous avons comptabilisé ces valeurs mobilières de placement en immobilisations financières.

La dette représentant les jours épargnés au titre de l'année 2022 soit 229 223 €, sera convertie en valeurs mobilières de placement en 2022 (année du versement à Malakoff Médéric).

Le différentiel constaté entre les montants versés à Malakoff Médéric pour les placements jours (1 032 514 + 229 223 € = 1 261 737 €) et la revalorisation des compteurs faite, chaque année, par Malakoff Médéric au regard des derniers éléments reçus (1 296 129 €), qui s'élève à <34 392> €, n'est pas comptabilisé puisqu'il n'est pas versé par l'association à Médéric. Il est couvert par les produits de placement dégagés au moment des retraits (jours).

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement	240 549				240 549
Frais de recherche et de développement					-
Donations temporaires d'usufruit					-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-				-
Autres Immobilisations incorporelles	686 790	99	-		686 889
Avances et acomptes					-
TOTAL (I)	927 339	99	-	-	927 438
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	2 194 577	-		-	2 194 577
Constructions	14 660 437	165 202	1 302	10 877 522	25 701 859
Installations techniques matériel et outillage	29 476 754	103 144	39 955	- 28 007 477	1 532 466
Autres immobilisations corporelles	4 891 889	453 867	255 128	17 580 527	22 671 155
Immobilisations corporelles en cours					-
Avances et acomptes	255 454	668 106		- 450 572	472 988
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					-
TOTAL (II)	51 479 112	1 390 319	296 385	-	52 573 046
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées	1 529 930			- 1 487 792	42 138
Autres titres immobilisés		2 254 863	296 406	1 487 792	3 446 248
Prêts	2 164 730	-	410 732	-	1 753 998
Autres	620 482	22 955	3 348	-	640 090
TOTAL (III)	4 315 142	2 277 818	710 486	-	5 882 474
TOTAL (I+II+III)	56 721 593	3 668 236	1 006 871	-	59 382 958

4.1.1 Tableau des amortissements

AMORTISSEMENTS	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	virement poste à poste	Solde fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement	150 035	23 088			173 123
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	339 055	25 072		-364 127	
Autres immobilisations incorporelles en cours				364 127	364 127
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (I)	489 090	48 160			537 250
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	6 759 638	615 990	1 302	7 130 185	14 504 511
Installations techniques matériel et outillage	15 820 635	136 269	36 936	-14 738 126	1 181 842
Autres immobilisations corporelles	3 776 385	1 356 252	243 165	7 607 941	12 497 413
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	26 356 658	2 108 511	281 403		28 183 766
TOTAL (I+II+III)	26 845 748	2 156 671	281 403		28 721 016
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation		2 156 671			
- financière					
- exceptionnelle					

4.1.2 Tableau des dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Solde début exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde en fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Sur immobilisations :				
- incorporelles				
<i>Dont Donations temporaires d'usufruit</i>				
- corporelles				
<i>Dont Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
- financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	769 929,90	401 045,82	484 756,49	686 219
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres dépréciations				
TOTAL	769 930	401 046	484 756	686 219
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		401 046	484 756	
- financière				
- exceptionnelle				

4.1.3 Etat des créances

CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Prêts (1)	1 753 998		1 753 998
Autres immobilisations financières	4 128 477		4 128 477
Organismes payeurs	4 770 843	4 770 843	
Usagers et comptes rattachés			
Créances reçues par legs ou donations			
Autres créances	1 254 301	1 254 301	
Charges constatées d'avance	626 702	626 702	
TOTAL	12 534 322	6 651 847	5 882 474
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	410 732		

4.1.4 Détail des produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	Montants
Cautions données	17 486
Autres produits de gestion courante	1 043 268
Subventions à recevoir	8 575
Salaire à recevoir	51 959
Charges sociales à recevoir	88 626
Charges parafiscales à recevoir	4 731
TOTAL	1 214 645

4.1.5 Détail des charges constatées d'avance

Détail des charges	Montants
achats	13 293
Services extérieurs	565 685
Autres services extérieurs	18 396
Autres charges de gestion courante	3 861
stocks	25 467
TOTAL	626 702

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Virements compte à compte	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
	Montant		Montant	Montant	Montant	Montant
FONDS PROPRES						
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de reprise						
Statutaires	371 018					371 018
Complémentaires	484 553					484 553
renouvelables						
Fonds propres/ fonds associatifs avec droit de reprise						
Statutaires						
Complémentaires						
Ecarts de réévaluation						
Réserves						
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves pour projet de l'entité	8 212 696		-37 433,10	371 728	10 000	8 536 990
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	8 091 601		-33 701,77	371 728	124 191	8 305 436
Autres		7 903 648				7 903 648
Dont activités SMS sous gestion contrôlée						
Report à nouveau	-5 419 649		756 001,91	6 158 571	6 451 426	-4 956 502
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	-2 879 413		319 518,34	5 905 128	5 339 340	-1 994 106
Excédent ou déficit de l'exercice	787 113		-787 112,81		2 477 851	-2 477 851
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	354 361		-354 360,57		3 066 983	-3 066 983
Autres fonds propres/fonds associatifs						
Avances conditionnées						
Autres : à préciser						
Fonds associatifs avec droit de reprise						
Apports						
Legs et donations						
RAN des activités SMS sous gestion contrôlée						
SITUATION NETTE (I)	4 435 730	7 903 648	-68 544,00	6 530 299	8 939 277	9 861 856
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	1 670 642			284 500	178 048	1 777 094
Provisions réglementées	17 204 603	-7 903 648		147 240	76 800	9 371 395
TOTAL (II)	18 875 245	-7 903 648		431 740	254 848	11 148 489
TOTAL (I+II)	23 310 975		-68 544,00	6 962 039	9 194 125	21 010 344
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation						
- financière						
- exceptionnelle						

Les excédents 2021 ont été affectés pour 68 544 € en fonds dédiés par les autorités de tarification.

4.2.2 Report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Report à nouveau sans droit de reprise				
Report à nouveau gestion libre	207 615	1 033 369	1 861	1 239 124
Dépenses refusées	-3 754 140	8 677	456 056	-4 201 520
Report à nouveau sous contrôle de tiers				
report à nouveau	1 457 915	4 100 904	4 153 963	1 404 856
<i>Charges rejetées</i>				
Charges dont la prise en compte est différée	-3 331 039	1 503 323	1 571 245	-3 398 962
TOTAL	-5 419 649	6 646 272	6 183 125	-4 956 502

4.2.3 Détermination du résultat effectif global

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	-2 477 851	787 113
Reprise du résultat antérieur	24 579	-499 617
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-2 453 273	287 495
Dont résultat effectif sous gestion propre	589 132	432 752
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-3 042 404	-145 257

4.2.4 Résultat effectif des établissements ou catégories d'établissements

4.2.5 Tableau de suivi des fonds dédiés par projets

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Projet 1							
Projet 2							
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Projet 1	243 090	232 162	58 861			416 391	
ex prov renouvellement Immo	2 518 690	136 120	20 892			2 633 918	
Contributions financières d'autres organismes							
Projet 1	299 689	73 737	11 107			362 319	
ex subvention MSC chaudière	23 656	1 000				24 656	
Ressources liées à la générosité du public							
dons manuels (à préciser)						0	
dons affectés "Pondichery"						0	
legs et donations						0	
Total	3 085 125	443 019	90 860	0,00	0	3 437 284	0

4.2.6 Tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
Provisions pour risques	818 038	96 000	686 783	227 255
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	3 657 290	280 611	505 952	3 431 949
Provisions pour restructurations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour charges à répartir				
Autres provisions pour charges				
TOTAL	4 475 328	376 611	1 192 735	3 659 204
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		376 611	1 192 735	
- financière				
- exceptionnelle				
Ecart : dotations et reprise sur legs ou donations en compensation des produits				

4.2.7 Etat des dettes

DETTE	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an et moins 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 885 701	594 055	2 124 074	4 167 572
Emprunts et dettes financières divers (1)				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	988 666	988 666		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	10 632 089	10 632 089		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	57 924	57 924		
Autres dettes	1 571 564	1 571 564		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	8 133	8 133		
TOTAL	20 144 077	13 852 432	2 124 074	4 167 572
(1) Montants : Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice	582 510			

Détail des charges à payer	Montants
Fournisseurs factures non parvenues	233 369
Personnel	1 576 278
Organismes sociaux	721 675
Taxes dues sur les rémunérations	47 277
Dettes concernant les congés payés	4 636 484
Autres charges à payer	196 615
TOTAL	7 411 698

5 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Présentation du compte de résultat

	2022	2021
Produits d'exploitation	70 008 909	68 325 309
Utilisation des fonds dédiés	255 211	290 851
Total des produits d'exploitation	70 264 120	68 616 160
Charges d'exploitation	72 208 559	67 304 980
Report en fonds dédiés	409 876	333 148
Total des charges d'exploitation	72 618 436	67 638 128
Résultat d'exploitation	-2 354 316	978 032
Résultat financier	-157 596	-175 521
Résultat exceptionnel	36 641	-13 531
Impôt sur les bénéfices	2 580	1 867
Excédent ou déficit	-2 477 851	787 113

5.2 Présentation des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	2022	2021	Reclassement	2021
Cotisations	1 930	1 317		1 317
Ventes de biens et services / ventes de marchandises				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
<i>dont ventes de biens relatives aux activités SMS</i>				
Ventes de prestations de services	199 456	186 666		186 666
<i>dont parrainages</i>				
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités SMS</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	67 358 120	65 907 413		65 907 413
<i>dont Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités SMS</i>				
Ressources liées à la générosité du public	876	5 061		5 061
recettes des opérations de collecte de fonds				
parrainages reçus villages, enfants et cadeaux				
<i>dont dons manuels</i>	876	5 061		5 061
<i>dont Mécénats</i>				
<i>dont Legs, donations et assurances vie</i>				
Contributions financières	293 547	224 153		224 153
Reprises des amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 077 428	1 995 490		1 995 490
Utilisations des fonds dédiés	255 211	290 851		290 851
Autres produits	77 551	5 208		5 208
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	70 264 120	68 616 160		68 616 160

5.3 *Détail des financements publics*

Financements publics	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres OETH	Total
Concours publics						0
		1 668 686	65 362 668			67 031 354
Subventions d'exploitation		1 000	121 218	175 298	29 250	326 766
						0
Subventions d'investissements						0
						0
TOTAL	0	1 669 686	65 483 886	175 298	29 250	67 358 120

5.4 *Charges et produits exceptionnels*

Détail des charges	Montants
Autres charges exceptionnelles	14 993
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	4 631
Dotations aux amortissements et provisions	147 240
TOTAL	166 864

Détail des produits	Montants
Autres produits exceptionnels	11 478
Prix de cession des immobilisations	2 699
Quote-part de subvention	178 048
Reprises sur provisions et transferts de charges	11 279
TOTAL	203 505

RESULTAT EXCEPTIONNEL	36 641
------------------------------	---------------

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Contributions volontaires en nature

La valorisation et la comptabilisation des contributions volontaires en nature et notamment du bénévolat n'a pas été retenue par l'association. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'entité a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la direction de l'entité, la mise à disposition à titre gratuit des locaux du SAHP rue de la Croix-Nivert et du SAJE Villeneuve.

6.2 Transactions effectuées avec des contreparties

L'entité a effectué avec des personnes physiques ou morales, dénommées contrepartie, les transactions courantes non conclues à des conditions normales :

NEANT

6.3 Engagements hors bilan

6.3.1 Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
a) intérêts restant à courir sur emprunt auprès des établissements de crédit	
part à moins d'un an	153 710,84
part à plus d'un an et moins de 5 ans	459 850,90
part à plus de cinq ans	585 162,42
b) engagement de crédit bail (redevances restant à payer)	
- crédit bail mobilier	néant
- crédit bail immobilier	néant
c) cautions données	néant
Engagements reçus	Montant
a) cautions reçues	néant
b) réservation de lits	néant

6.3.2 Dettes garanties par des suretés réelles

1. Emprunt CCCC de 274 408,23 € - année 1994 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 274 408,23 € sur les terrains sis à Le Perreux-sur-Marne (94170) - 158/162, rue de Metz.
2. Emprunt CCCC de 945 183,91 € - année 1996 : subrogation du privilège de prêteur de deniers à hauteur de 787 399,17 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
3. Emprunt CEP de 945 183,91 € - année 1996 :
 - Inscription de privilège de prêteur de deniers pari passu à hauteur de 864 060,07 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
 - Hypothèque conventionnelle de 1er rang pari passu à hauteur de 81 123,84 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
4. Emprunt SOFIAP de 304 898,03 € - année 1996 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 304 898,03 € sur le pavillon situé à Villiers-sur-Marne (94350) - 4, rue du général Leclerc.
5. Emprunt CDC de 358 255,19 € - année 1996 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 358 255,19 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 95, rue de la Station.
6. Emprunt CCCC de 274 408,23 € - année 1999 : subrogation du privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers en 1er rang ainsi qu'hypothèque conventionnelle complémentaire à hauteur de 221 051,07 € pour les privilèges en question - 53 357,16 € pour l'hypothèque conventionnelle sur l'immeuble situé à Paris (75020) - 57, boulevard Mortier.
7. Emprunt CCCC de 182 938,82 € - année 1999 : hypothèque conventionnelle de 2ème rang derrière la CDC à hauteur de 182 938,82 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des Grands Noyers.
8. Emprunt CDC de 323 191,92 € - année 1999 : hypothèque de 1er rang devant la CCCC à hauteur de 323 191,92 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des Grands Noyers.
9. Emprunt CDC de 317 093,96 € - année 2000 : hypothèque de 1er rang à hauteur de 317 093,96 € sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
10. Emprunt CCCC de 193 610,25 € - année 2000 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers en 1er rang pari passu avec la CDC ainsi qu'hypothèque conventionnelle de 2ème rang sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
11. Emprunt CCCC de 60 979,61 € - année 2000 : hypothèque de 3ème rang sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
12. Emprunt CCCC de 60 979,61 € - année 2000 : hypothèque de 3ème rang sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des Grands Noyers.
13. Emprunt CCCC de 800 000 € - année 2005 : hypothèque de 2ème rang sur le pavillon situé au Perreux (94170) - 158 à 162, rue de Metz.
14. Emprunt CCCC de 1 341 000 € - année 2006 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers sans concurrence ainsi qu'hypothèque conventionnelle complémentaire sur le pavillon situé à La Courneuve (93120) - 8 avenue du Président Wilson.
15. Emprunt CCCC de 720 000 € - année 2007 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers ainsi qu'hypothèque conventionnelle de premier rang sur le pavillon situé à La Courneuve (93120) - 22 rue de Berri.
16. Emprunt Caisse d'Epargne de 1763 492€ - année 2007 : hypothèque de 1er rang sur bail emphytéotique de Neauphle.
17. Emprunt BFCC de 440 000€ - année 2015 : hypothèque de 1er rang sur l'ensemble de l'immobilier sis à 2 Ter Rue de Coeuilly à Villiers
18. Emprunt BFCC 2 350 000€ Maison du Sacré-Cœur année 2016 : garantie CEGC 48 253,33€
19. Emprunt Caisse d'Epargne 2 350 000€ Maison du Sacré-Cœur année 2016 : garantie CEGC 48 253,33€
20. Emprunt Caisse d'Epargne ADOPHé 93 : 200 000€ année 2017 garantie CEGC 4 400€
21. Emprunt Caisse d'Epargne SAF 93 : 270 000€ année 2017 garantie CEGC 5 940€
22. Emprunt BFCC MJIE : 735 000€ - année 2021 garantie 6 468€

6.4 Effectif moyen

	ETP	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	122,21	
Non cadres	811,87	
TOTAL	934,08	-

6.5 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 68160 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont

- 61 102 € au titre de la mission légale de contrôle des comptes

6.6 Information sur les rémunérations des dirigeants

➤ Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, aucune rémunération n'a été versée aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés : il s'agit du président, du secrétaire et du trésorier qui sont tous les trois bénévoles.